

PS Elio Di Rupo se relance rapido à la présidence : attention, urgence !

Les candidatures à la présidence du PS sont ouvertes dès à présent, lundi 13 octobre, auprès du secrétariat général du PS, de Gilles Mahieux en l'occurrence... En annonçant samedi après-midi, après avoir cédé le « Seize » à Charles Michel, qu'il souhaitait anticiper l'élection aux suffrages des adhérents, laquelle se tiendra les vendredi 21 et dimanche 22 novembre prochains au lieu de mai 2015, et qu'il était candidat à un nouveau mandat à la présidence du PS, Elio Di Rupo compresse le calendrier, pressé par l'agenda.

Pressé par l'agenda ? La mise en place d'un gouvernement fédéral exceptionnel, ancré à droite dans sa composition et son programme, intégrant (dominé par ?) la N-VA, avec le MR comme unique parti francophone, tout cela entre autres caractéristiques, requiert, de s'organiser rapido.

Du reste, nous le notions samedi : en G9 récemment, réunissant discrètement les principaux leaders socialistes, Elio Di Rupo a lancé : « Ils ne tiendront pas... »

Quoi qu'il en soit, si l'hypothèse d'un retour aux urnes avant terme (pour une législature 2014-2019, en principe) reste une pure hypothèse - soulevée au PS mais pas seulement -, cela ne change rien, entend-on chez les rouges, à l'exi-

gence d'organiser rapidement la riposte.

Marc Goblet (FGTB) au Bureau du PS samedi

Le Bureau du parti qui s'est tenu samedi après-midi, avant l'annonce de la présidentielle anticipée, était bien dans le ton : alerte générale !

Significativement, Marc Goblet, nouveau secrétaire général de la FGTB, a fait le déplacement, prenant la parole, pour expliquer ceci en substance, rapporte-t-on : 1. la concertation sociale se réduira à peu de chose, les mesures, en matière de pensions notamment, étant arrêtées ; 2. le gouvernement fédéral s'attaquera aux organisations sociales et syndicales, il voudra les affaiblir ; 3. la N-VA occupe des postes-clés dans l'exécutif en termes de maîtrise de l'appareil d'Etat, ce qui peut représenter un danger ; 4. la stratégie à gauche passe par l'activation à plein de l'Action commune parti-syndicat-mutuelle...

Président des Mutualités socialistes, présent samedi lui aussi, Michel Jadot, ne le démentira pas. Elio Di Rupo pas davantage. Le tableau noir est dressé. Il n'y a pas de temps à perdre. La campagne interne pour l'élection au suffrage des adhérents durera un mois, tambour battant.

Les débats se limiteront à des interpellations de la part des mi-

litants si Elio Di Rupo est seul en lice, à des débats contradictoires si l'un ou l'autre candidat s'avance.

Sollicitant son cinquième mandat pour une présidence de 20 ans au total (1999-2019), Elio Di Rupo se souviendra qu'après avoir pris le témoin des mains de Philippe Busquin fin 1999, et inséré le principe de l'élection directe dans les statuts du parti, il fut « élu » au suffrage des adhérents pour la première fois le 10 octobre 2000, lors d'une compétition gagnée haut la main mais où il avait dû ferrailer avec des adversaires pas insignifiants : Elio Di Rupo avait remporté 28.208 voix sur 40.258 participants, pour 2.923 à Jean-Maurice Dehousse, 1.706 à Anne-Marie Lizin, 1.706 à Michel Villan (un élu namurois).

Autres temps... Aujourd'hui, c'est celui de l'urgence. Côté socialiste, les interlocuteurs abondent : « L'exécutif est tellement déséquilibré, tellement marqué par la N-VA - voyez le

“V” de la victoire lors de leur prestation de serment... -, que l'image même du pays, qui avait

reconquis toute sa crédibilité, est à risques à l'étranger. » Un peu comme s'il fallait à nouveau,

comme ce fut le cas en 2010-2011, sauver la Belgique... ■

DAVID COPPI

PRÉSIDENTENCES

Elections tous azimuts

Au PS, MR, FDF, CDH, Ecolo, Groen, N-VA, VLD, CD&V...

La campagne terminée, les législatives-régionales-européennes derrière eux, de nombreux partis envisagent de solliciter leurs membres pour une élection présidentielle. Le PS, on l'a dit. Le MR itou : Olivier Chastel (photo) prendra ses quartiers à la Toison d'Or avant la fin de l'année (après élection, donc), remplaçant Charles Michel pour les raisons que l'on sait. Les centristes-humanistes devraient réélire Benoît Lutgen cette année. Après le duo Hoyos-Deleuze, les verts francophones se réuniront en assemblée générale en mars 2015 au plus tard. Olivier Maingain, lui, remettra en jeu son mandat au FDF en mars-avril 2015.

Côté flamand, Groen convoque une présidentielle pour le 15 novembre. Le VLD comme le CD&V organiseront la compétition présidentielle en 2016 ; le SP.A (Bruno Tobback, John Crombez ?) en juin 2015. Enfin, Bart De Wever veut se relancer illico à la présidence de la N-VA : premier tour d'élection le 3 novembre déjà.